



La place Tahrir, carrefour incontournable du centre-ville du Caire, demeure un marqueur indélébile de la révolution. © REUTERS.

Egypte Les rêves brisés de la « génération Tahrir »

REPORTAGE
MARTIN ROUX
CORRESPONDANT AU CAIRE

Chaque fois que Mohamed passe par la place Tahrir ses souvenirs refluent. Ce carrefour incontournable du centre-ville du Caire demeure un marqueur indélébile de la révolution. C'est là, à partir du 25 janvier 2011, que les manifestants ont afflué pour réclamer le départ de l'ex-président Hosni Moubarak. Cet ancien activiste d'une trentaine d'années, engagé bien avant 2011 dans le mouvement de protestation « Kéfaya » (ça suffit), pense aux assemblées interminables avec ses « camarades » et bien sûr aux « martyrs » tués par les forces de sécurité.

Sous le règne du président al-Sissi, plus de 60.000 opposants ont été jetés derrière les barreaux. Beaucoup d'autres ont été contraints à l'exil

Pourtant, sur ce rond-point emprunté chaque jour par des milliers d'automobilistes, rien ne rappelle cette page de l'histoire égyptienne. Depuis le coup d'État militaire qui a installé Abdel Fattah al-Sissi au pouvoir, le 3 juillet 2013, les manifestations ont été interdites, la compétence des tribunaux militaires étendue aux civils, la législation « anti-terroriste » durcie pour s'appliquer à toute voix dissidente. Emblème de cette contre-révolution, la place Tahrir est appelée à devenir une attraction touristique dédiée à l'Égypte antique.

Débats politiques intenses
Un obélisque pharaonique et quatre béliers en grès déplacés du temple de Karnak agrémentent depuis quelques mois ce giratoire. « Dépenser des millions pour s'attaquer à un symbole, quelle idée puérile », raille Mohamed qui préfère taire son nom de famille. « C'est tout de même déprimant », admet-il.

Au cours des deux années qui ont suivi la chute d'Hosni Moubarak, les cafés de « downtown », à proximité de l'épicentre de la révolte, ont été le théâtre d'intenses débats politiques. La nuit tombée, sur des chaises en plastique installées à même la chaussée, « nous parlions librement avec des Égyptiens de tous bords, c'était notre pays et nos rues », se souvient-il. Ces établissements ont aujourd'hui l'obligation d'être équipés de caméras de vidéosurveillance. C'est dans l'intimité de son appartement qu'il se confie.
Sur l'écran de son téléphone, Mohamed fait défiler du bout du doigt la liste de ses contacts. Il égrène le nom de ses amis qui ont quitté le militantisme. Sous le règne du président al-Sissi, plus de 60.000 opposants ont été jetés derrière les barreaux. Les autres ont été

contraints à l'exil ou, comme lui, « ont peur et sont épuisés, abattus par nos défaites politiques et la répression ». Armé de ses convictions et de l'énergie qu'il lui reste, Mohamed s'est concentré sur l'action sociale.

Son travail auprès de populations défavorisées comble « en quelque sorte » le vide laissé par le combat politique, devenu impossible. « J'ai honte de m'en être éloigné en laissant des camarades en prison », avoue-t-il.

« Nous avons manqué une opportunité »
Un autre sentiment l'habite. Celui d'avoir été utilisé dans un « jeu » qui a installé, un an après l'élection du président islamiste Mohamed Morsi, une dictature plus dure que la précédente. Les forces démocratiques ont été « emprisonnées dans la logique de polarisation [pour ou contre les Frères musulmans] ou contraintes à une nouvelle mise à l'écart par le régime », souligne le chercheur Baudouin Long dans son ouvrage, *L'Égypte de Moubarak à Sissi*.

Avant cela, dès la chute d'Hosni Moubarak, « nous avons échoué à faire de la place Tahrir un Hyde Park », insiste quant à elle Elham Aidaros, en référence au « coin des orateurs », ce lieu d'expression libre du parc londonien. Cette quinquagénaire a été l'une des figures de proue des partis démocratiques issus de la révolution. « L'unanimité contre les dirigeants ne dure pas », assène-t-elle. Et de déplorer que les révolutionnaires aient tourné le dos aux réclamations « des femmes, des travailleurs ou de la minorité copte ».

Elham Aidaros constate qu'une partie de la population regrette, dix ans après, d'avoir soutenu la révolution. Mais, souligne-t-elle, « le régime actuel est responsable des difficultés que nous traversons, pas la révolution en elle-même ». C'est le cas des mesures d'austérité budgétaire qui ont creusé les inégalités. « Nous avons manqué une opportunité », reprend Mohamed. « Mais je n'ai pas perdu espoir, j'attends la suivante », conclut-il.

ABONNÉS

LE SOIR ✨
Comment « Le Soir » a couvert les « printemps arabes » et leurs suites : à lire sur notre site, le récit de Baudouin Loos intitulé « Les "printemps arabes" dix ans plus tard, de l'émotion à la réalité ».

plus.lesoir.be

Syrie

Bachar el-Assad a répondu aux manifestants de 2011 par des tirs à balles réelles. La guerre a alors commencé. Le régime a sauvé sa peau grâce au soutien militaire russe et iranien, au prix de la destruction du pays, de centaines de milliers de morts, de millions d'exilés et de l'essor du terrorisme djihadiste. B.L.

Liban

La guerre civile (1975-1990) et les occupations israélienne et syrienne ont dissuadé les Libanais de célébrer le « printemps » en 2011. Huit ans plus tard, las de l'incompétence et de la corruption de leurs dirigeants prisonniers d'un communautarisme paralysant, ils ont entamé des protestations qui dureront. B.L.

Egypte

Tous les Égyptiens ne se sont pas soulevés en 2011, loin de là, mais ils furent nombreux. L'armée a rapidement laissé choir « son » dictateur Hosni Moubarak. Les islamistes ont ensuite récupéré la mise électorale avant qu'un coup d'État dirigé par le maréchal Sissi, en 2013, ne vienne sonner le glas des libertés. B.L.

Irak

La dictature de Saddam Hussein, un long embargo, l'invasion américaine de 2003 et le réveil des djihadistes sunnites avaient semblé vacciner les Irakiens contre l'envie de se révolter. En 2019, ils n'y ont plus tenu et ont occupé de nombreuses places du pays, protestant contre la corruption des élites politiques. B.L.

Bahreïn

Une famille régnante, sunnite, domine d'une main de fer la minuscule pétromonarchie voisine de l'Arabie saoudite. Quand la majorité (chiite) de la population a commencé à manifester pour la liberté en mars 2011, Saoudiens et Emiratis, appelés à la rescousse, ont rétabli l'ordre par la force. B.L.

Soudan

La vieille dictature soudanaise dont plus personne ne parlait, dirigée par Omar el-Béchir, avait évité le « printemps » de 2011. Mais elle a dû s'effacer en 2019, emportée, malgré un bain de sang, par les protestataires. Le Soudan nouveau se cherche entre une armée omniprésente et un peuple encore frustré. B.L.

Yémen

Les immenses manifestations du printemps 2011 avaient abouti au départ de la présidence de l'éternel Ali Abdallah Saleh. Mais trois ans plus tard, les « Houthis », minorité marginalisée, se sont soulevés et ont conquis une partie du pays. Depuis lors, une guerre dont le voisin saoudien se mêle, déchire le Yémen. B.L.

Sociales n'ont toujours pas été réduites

veloppement » ou les « sociétés de jardinage ». Lassés de ne récolter que les miettes, les citoyens durcissent leurs mobilisations et bloquent l'acheminement des ressources naturelles pour exiger un pourcentage des revenus pour le développement régional : le phosphate du bassin minier, le pétrole qui transite par Kamour au sud de Tataouine, le gaz algérien transporté vers l'Italie à travers la Tunisie moyennant une redevance payée à l'État... Objectif : arracher à l'État des promesses d'embauches et d'investissements qui restent généralement lettre morte.

La question du modèle économique
Derrière cet immobilisme, une mutation néanmoins est en cours. Les mobilisations sociales peu à peu se structurent et dépassent l'échelle micro-locale pour soulever la question du modèle économique qui exploite les ressources des régions intérieures et du sud au profit de la prospérité des régions riches du littoral.
Gabès, sur la côte à 400 kilomètres au sud de Tunis, a payé le prix fort dans ce modèle. Unique oasis maritime au

monde, ce petit paradis terrestre vivait de la pêche, de l'agriculture et plus récemment du tourisme. L'installation d'un complexe chimique pour transformer le phosphate dans les années 1970 a recouvert les eaux du golfe d'une épaisse couche de boue noire et radioactive, épuisé les ressources en eau et lâché dans l'air des effluves toxiques.

« La légitimité du terrain »
« Ce monstre industriel a détruit plus d'emplois qu'il n'en a créé », s'insurge Khayreddine Debbaya. Avec sa casquette et sa barbe qui lui donne des airs de Che Guevara, il est l'une des figures les plus connues d'un collectif de jeunes militants, Stop Pollution. La liberté conquise en 2011 leur a permis de faire accepter par l'État le principe d'une relocalisation des industries chimiques.
A présent, il est le porte-parole d'une coalition formée début décembre pour rassembler les différentes mobilisations locales dans le gouvernorat de Gabès lancées depuis que, mi-novembre, le gouvernement a annoncé une série de conseils ministériels consacrés aux régions. « Il faut dépasser les divisions politiques, les rivalités locales. Même si

chacun a sa demande, nous souffrons tous des mêmes problèmes, la pollution, le chômage, les mauvais choix des années précédentes. »

Le pays ne cesse de gronder. Pour les dix premiers mois de l'année, l'Observatoire social tunisien a dénombré 6.500 mobilisations sociales.

Le gouvernement refuse de négocier avec des structures informelles. « Nous avons la légitimité du terrain et derrière nous 4.000 jeunes engagés dans des protestations », se défend Khayreddine Debbaya. « Nous demandons l'application des accords passés concernant les embauches, mais surtout l'application du principe de discrimination positive au profit des régions défavorisées inscrit dans la Constitution. » Des demandes que le conseil ministériel consacré à Gabès le 11 décembre a laissées sans réponse. Sans stratégie économique nationale alternative ni ressources budgétaires, l'État tunisien reste démuné face à la colère sociale.